



## **Assemblée générale**

Distr.  
GENERALE

A/AC.96/832  
23 août 1994

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF DU PROGRAMME  
DU HAUT COMMISSAIRE

Quarante-cinquième session

### **RAPPORT SUR LE PROCESSUS PARinAC**

1. A sa quarante-quatrième session, le Comité exécutif a prié le Haut Commissaire de tenir le Comité exécutif dûment informé du suivi du processus PARinAC (Partenariat en action). Le présent rapport complète la note d'information sur le processus PARinAC qui a été présentée à la réunion informelle du Comité exécutif du 23 juin 1994 concernant la Conférence mondiale sur le processus PARinAC tenue à Oslo du 6 au 9 juin 1994.
2. La Conférence d'Oslo représentait l'aboutissement de six conférences régionales tenues à Caracas, Katmandou, Tunis, Bangkok, Addis Abeba et Budapest au cours de l'année écoulée. Elle a adopté une Déclaration et un Plan d'action contenant 134 propositions pour le renforcement de la collaboration entre le HCR et les ONG. Ce Plan d'action forme la base d'un programme humanitaire conjoint HCR/ONG visant à faire face au vaste problème des réfugiés dans le monde au cours des prochaines années. La Déclaration appuyait aussi pleinement les propositions formulées dans les rapports de chacune des conférences régionales.
3. Un exemplaire de la Déclaration et du Plan d'action ainsi qu'une copie du discours programme du Haut Commissaire à la Conférence mondiale d'Oslo ont été remis au Comité exécutif à sa réunion informelle du 23 juin 1994. Dans son discours, le Haut Commissaire annonçait que le HCR s'engageait - dans la mesure des ressources disponibles - à mettre en oeuvre toute une série de propositions allant de la restructuration du siège du HCR, et de la formation et du renforcement de la capacité des ONG locales jusqu'à l'évaluation (effectuée au cours des trois derniers mois), des mesures adoptées pour assurer le suivi et la mise en application des différentes propositions.

4. Depuis la Conférence d'Oslo, des consultations intensives ont eu lieu tant au sein du HCR qu'entre les représentants des ONG et les bureaux du HCR sur le terrain. Le 30 septembre 1994, les représentants des ONG présenteront au Comité exécutif une série de rapports s'appuyant sur un examen préliminaire des recommandations contenues dans le Plan d'action réalisé par les points focaux d'ONG désignés par les ONG présentes à Oslo.

5. Les points focaux des ONG d'Amérique centrale, du Canada, d'Asie méridionale et d'Afrique australe et occidentale désignés aux fins du processus PARinAC se sont employés à faciliter les discussions entre le HCR et les ONG sur le terrain, en vue de déterminer un ensemble d'objectifs fondés sur le Plan d'action. Ils ont communiqué au Conseil international des agences bénévoles leurs recommandations initiales, qui formeront la base des rapports présentés le 30 septembre. Le Conseil international des agences bénévoles recherche activement des fonds pour aider à mettre en oeuvre les propositions des ONG.

6. On trouvera, dans les paragraphes qui suivent, un résumé des premières mesures prises par le HCR pour traduire en mesures concrètes de suivi certaines des principales propositions contenues dans le Plan d'action.

7. Le processus de restructuration institutionnelle au Siège et sur le terrain, visant à assurer une collaboration et une coordination plus efficaces avec les ONG est maintenant achevé. Le personnel de la section des ONG a été rattaché au Bureau du Directeur de la division des relations extérieures, et le chef par intérim de cette section est maintenant Coordinateur pour les ONG au sein de la Division des relations extérieures, relevant directement du Directeur de cette division. Un fonctionnaire de rang élevé a été désigné dans chaque bureau régional pour servir de point focal chargé d'assurer la liaison avec les ONG pour toutes les questions opérationnelles. En outre, chaque Bureau a désigné des points focaux régionaux et sous-régionaux chargés de la liaison avec les partenaires des ONG pour toutes les questions concernant le suivi et la mise en oeuvre du processus PARinAC.

8. Des séances d'information et des réunions de suivi sur le renforcement du rôle des ONG dans les activités opérationnelles ont été organisées entre les points focaux du HCR sur le terrain et les ONG nationales. Ces réunions s'inscrivent dans le cadre de l'engagement pris par le HCR de consulter davantage et plus régulièrement les ONG, notamment à l'échelon local, et de les associer autant que possible à la formulation des programmes dans tous les domaines pertinents, y compris l'intervention d'urgence, le rapatriement, la protection et le problème des personnes déplacées à l'intérieur du territoire.

9. En mai 1994, un projet manuel de gestion des programmes et des projets à l'intention des partenaires d'exécution du HCR a été distribué à quelque 25 réseaux et partenaires d'exécution d'ONG afin de recueillir leur avis sur ce sujet. Ce manuel vise à définir des bases pour assurer une plus grande transparence et une plus grande coordination entre le HCR et les ONG dans la formulation des programmes et des stratégies. Il s'agit d'aider les ONG, en particulier les ONG locales, à mieux connaître les procédures administratives,

programmatiques et budgétaires du HCR à observer pour la mise en oeuvre des projets financés par le HCR. A ce jour, on n'a encore reçu que très peu de réponses. On espère que la version finale de ce manuel, incorporant les suggestions des ONG, pourra être achevée d'ici la fin de cette année.

10. Devant la multiplicité des crises et la complexité de la prévention et des solutions à mettre en oeuvre, le HCR est devenu extrêmement conscient de la nécessité d'être prêt à répondre promptement et efficacement aux situations d'urgence pour parer aux crises humanitaires potentielles ou en développement. Le processus PARinAC a mis en relief le fait que la formation et le renforcement de la capacité des ONG locales jouaient un rôle déterminant, dans la capacité de faire face aux urgences humanitaires et d'empêcher qu'elles ne se reproduisent. L'importance de relier les stratégies de formation au renforcement de la capacité des ONG locales afin de faciliter leur participation efficace à la protection, à l'assistance et à la gestion des activités humanitaires conjointes HCR/ONG et d'optimiser les bénéfices de la formation a aussi été soulignée.

11. Les participants au processus PARinAC ont réclamé davantage de coopération entre le HCR et les ONG pour l'organisation de séminaires de formation sur les questions relatives à la capacité de réaction et d'intervention dans les situations d'urgence concernant des réfugiés. Le HCR organise actuellement, sur une base régionale, des ateliers de formation à la gestion des situations d'urgence, en donnant la priorité aux régions les plus exposées et à celles qui n'ont pas encore bénéficié d'une telle formation. Ces ateliers de formation s'adressent non seulement au personnel du HCR mais aussi au personnel national de contrepartie et au personnel des ONG actives dans la région. Depuis 1991, la participation des ONG aux ateliers régionaux de formation à la prise en charge des urgences a été multipliée par trois. Cette tendance se poursuivra, mais des ressources humaines et financières additionnelles seraient nécessaires pour pouvoir organiser des programmes de formation à court terme avant et pendant les situations d'urgence, afin de renforcer la capacité d'intervention des organismes locaux.

12. Des participants aussi bien du HCR que des ONG assistent traditionnellement à toutes les activités de formation portant sur des sujets centraux tels que la protection, la gestion des programmes, la prise en charge des situations d'urgence, le rapatriement volontaire et le développement social et communautaire. Plus de 1 000 personnes appartenant à des ONG ont participé aux programmes de formation du HCR au cours de l'année 1994, et on prévoit qu'elles seront plus de 2 000 à avoir bénéficié de ce type de formation d'ici la fin de l'année 1994. Conformément aux recommandations PARinAC, la formation à la gestion des programmes, certaines autres activités de formation pour le personnel extérieur au HCR organisées par les bureaux sur le terrain et la formation à la protection seront financées et mises en oeuvre dans le cadre des projets opérationnels conformément aux priorités définies dans les plans d'opérations par pays du HCR.

13. En ce qui concerne les cours de formation à la gestion des programmes destinés aux partenaires d'exécution du HCR, on a demandé aux bureaux sur le terrain d'intégrer ces activités dans leurs plans d'opérations par pays, et de les inclure dans les présentations de projets initiales révisées pour 1995.

14. On a également demandé aux bureaux sur le terrain d'entreprendre une évaluation des besoins de formation et d'inclure lorsqu'il y a lieu dans leurs propositions de projets, des propositions pour la formation de personnel extérieur au HCR dans des domaines tels que le rapatriement volontaire, l'immatriculation, la réinstallation, les services sociaux et le développement communautaire, la nutrition et l'épidémiologie, et l'aide alimentaire et la logistique.

15. Dans le domaine de la formation à la protection en particulier, le HCR a demandé instamment à tous ses bureaux extérieurs de mettre davantage l'accent sur les partenaires d'exécution du HCR, tant comme bénéficiaires que comme partenaires de ces activités. Le HCR renforcera, aux plans local et régional, la capacité de son personnel sur le terrain d'organiser des cours de formation dans le domaine des droits de l'homme, du droit des réfugiés et du droit international humanitaire, en mettant au point du matériel de formation et des programmes spéciaux de formation pour les formateurs. Toutefois, des ressources humaines et financières additionnelles seront là aussi nécessaires pour créer et/ou renforcer des postes de coordinateurs de la formation à la protection dans toutes les régions.

16. Les stratégies actuelles de formation visent tout spécialement à renforcer les capacités et les compétences techniques des ONG pour l'exécution d'opérations ou d'activités spécifiques. Elles doivent aussi aider à développer les capacités institutionnelles des partenaires non gouvernementaux du HCR, en particulier des ONG locales. Les recommandations concernant le Partenariat en action aux plans régional et mondial, insistent tout spécialement sur le fait que le HCR devrait aider à améliorer les capacités des ONG locales pour faciliter leur plus grande participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des programmes de réintégration, de réadaptation et de développement. Il faut aussi combler le vide qui existe souvent entre les opérations de premier secours et la pleine réintégration et entre la fin de la participation active du HCR et la mise en route complète de programmes de développement permettant d'intégrer les réfugiés dans les communautés locales. Une des façons de combler ce vide est de développer la capacité des ONG locales de faire face aux besoins d'urgence et de rattacher leurs programmes à ceux de leurs homologues nationaux chargés du développement. La participation des ONG à de tels programmes de longue haleine suppose un renforcement important de leur capacité, entreprise pour laquelle il faudrait que le HCR soit secondé par d'autres acteurs.

17. La souplesse des ONG locales, leur aptitude à se mobiliser rapidement et à se rendre dans des régions parfois inaccessibles aux organisations internationales et leur enracinement dans les communautés locales en font des partenaires particulièrement importants tant sur le plan des interventions d'urgence que pour les activités de réintégration et de réinstallation. Le Bureau a pris des contacts avec des institutions internationales de financement et de développement telles que la Banque mondiale, notant qu'elles peuvent faire beaucoup pour aider à enrayer les flux de réfugiés en s'attaquant à certaines des causes sous-jacentes, par exemple, en contribuant à renforcer la capacité des ONG et des institutions locales. Dans les

prochains mois, à la suite des évaluations réalisées par les ONG et le HCR sur le terrain et du bilan effectué au Siège, le HCR prendra contact avec la Banque mondiale et avec d'autres organismes internationaux de financement et de développement pour mobiliser des fonds pour le renforcement de la capacité des ONG locales.

18. Ces initiatives de formation et de renforcement des capacités dépendent à la fois des priorités présentes et futures et des fonds disponibles, et continuent à être soumises aux contraintes budgétaires et de personnel actuelles. Le HCR souhaiterait vivement que d'autres institutions du système des Nations Unies ainsi que des ONG internationales actives dans ce domaine participent davantage à cet effort, notamment en fournissant des ressources humaines et financières et en faisant part de leurs données d'expérience pour aider à développer les capacités et les compétences des ONG locales.

19. Le renforcement de la coopération et de la coordination avec les partenaires non gouvernementaux pour faire face aux problèmes humanitaires à l'échelle mondiale suppose la mise en place et le développement de mécanismes permettant de faire circuler rapidement l'information en cas d'alerte. Si l'on reconnaît, dans les recommandations concernant le Partenariat en action, que les mécanismes d'alerte précoce jouent un rôle important dans la capacité de faire face aux situations d'urgence, on reconnaît aussi que l'efficacité de ces systèmes est souvent limitée par l'absence de structures permettant d'échanger l'information entre les différentes institutions. Pour sa part, le HCR continuera à fournir des informations aux ONG sur les modalités d'accès et d'utilisation des systèmes existants et à renforcer, développer et ouvrir aux ONG ses propres bases de données concernant les réfugiés, notamment celles portant sur les situations et les pratiques juridiques en vigueur dans tel ou tel pays.

20. Le Centre de documentation sur les réfugiés du HCR (CDR) développe et réactualise constamment ses bases de données pour en faire une véritable bibliothèque électronique de consultation facile. Des initiatives sont actuellement prises pour faciliter l'accès des utilisateurs extérieurs à ce système, et pour développer les bases de données, les réactualiser et en contrôler en permanence la qualité. On continuera aussi à promouvoir l'utilisation et le développement du Réseau électronique international sur les réfugiés (IRENE) avec la participation directe des ONG. Grâce au processus PARinAC, ces activités ont reçu une impulsion nouvelle. Différentes possibilités d'utilisation du Réseau IRENE sont actuellement à l'étude, telles que le renforcement du système de communication par courrier électronique avec les ONG sur plusieurs réseaux, l'établissement de réseaux de communication électroniques avec un nombre croissant de centres d'information sur les réfugiés et les droits de l'homme à travers le monde, et l'incorporation de certaines bases de données du CDR dans le système IRENE pour permettre un accès direct à ces informations.

21. Le HCR a commencé à étudier s'il serait possible d'utiliser valablement le système IRENE pour collecter des informations utiles pour les alertes précoces auprès d'ONG et d'autres observateurs locaux déjà reliés à des réseaux électroniques. En outre, et pour faciliter les échanges d'idées et éviter les doubles emplois, des contacts ont été pris avec des institutions du

système des Nations Unies et d'autres organismes et personnes s'occupant de la mise sur pied de systèmes d'alerte précoce. Comme suggéré dans le Plan d'action d'Oslo, on étudie actuellement les moyens d'organiser et de rationaliser la remontée de l'information concernant les alertes précoces depuis les observateurs locaux jusqu'au HCR. Le HCR a pris des initiatives pour fournir aux ONG une aide au développement et des cours de formation dans le domaine de la documentation. Il est aussi prévu qu'une formation à l'utilisation des bases de données du CDR fera désormais régulièrement partie des cours de formation sur la protection ce qui permettra également de faire mieux connaître et d'utiliser davantage ces bases de données comme instruments de protection. Le CDR poursuit actuellement toutes ces activités dans la limite des ressources existantes, mais des moyens supplémentaires seraient nécessaires pour pouvoir en assurer la continuité.

22. La fourniture d'une protection efficace et d'une assistance aux femmes et aux enfants réfugiés a été une préoccupation centrale dans les discussions du processus PARinAC. Le Plan d'action souligne que le personnel du HCR et des ONG doit veiller à ce qu'il soit tenu compte, dans tous les aspects de la planification et de la mise en oeuvre des programmes de protection et d'assistance, des besoins des groupes vulnérables, en particulier les femmes et les enfants. Pour cela, il est nécessaire de dispenser une formation appropriée au personnel sur le terrain, afin qu'il puisse s'assurer que les activités prennent en compte des besoins spécifiques des femmes et des groupes les plus vulnérables parmi les réfugiés. La stratégie de formation du HCR pour 1994-1995 axée sur la Planification orientée vers la population (POP) met l'accent sur l'adaptation de la formation aux besoins locaux. En encourageant le développement d'une capacité de formation locale, on rendra les cours plus accessibles aux ONG locales et on profitera de l'expérience locale.

23. On s'est beaucoup préoccupé, dans le cadre du processus PARinAC, de la montée de la xénophobie et du racisme dans les pays hôtes, et de la nécessité de sensibiliser le public au sort des réfugiés. L'information du public est un élément central pour inverser ces tendances. Le HCR est décidé à utiliser au maximum les médias, le cadre scolaire, les groupements de jeunes et les ONG pour sensibiliser le public à la cause des réfugiés et combattre le racisme et la xénophobie. Du matériel d'information imprimé et audiovisuel est régulièrement distribué aux ONG, mais des ressources supplémentaires seraient nécessaires pour pouvoir non seulement mettre systématiquement à la disposition des ONG aux niveaux national, régional et international du matériel d'information du public, mais ce qui est plus important encore, pour pouvoir le leur fournir dans les langues appropriées.

24. La vaste et difficile mission à laquelle sont confrontées les associations internationales qui s'occupent des victimes déracinées de la persécution et de la violence appelle de toute urgence un renforcement des liens entre le HCR et les ONG dans tous les secteurs de l'action humanitaire. La série de propositions formulées dans le Plan d'action d'Oslo s'appuie sur la conviction qu'une réponse adéquate aux problèmes humanitaires futurs passe par une amélioration de la coopération et de la coordination avec les organisations non gouvernementales. Il s'agit là d'un processus à double sens qui requiert un investissement important de ressources humaines et financières de part et d'autre. Le programme que l'on s'est fixé dans le Plan d'action d'Oslo suppose aussi un accroissement du nombre des acteurs engagés dans

l'action humanitaire, ainsi que la mobilisation d'un soutien financier supplémentaire et, dans certains cas, le soutien direct d'autres organisations du système des Nations Unies, des organisations intergouvernementales, des institutions financières et de développement et des gouvernements. Le Comité exécutif sera tenu informé des actions entreprises par le HCR et les ONG, après une évaluation approfondie région par région de la mise en oeuvre des recommandations concernant le Partenariat en action.

-----